

Note de synthèse

La distribution d'éco-PTZ en 2015 en Rhône-Alpes

4 axes d'investigation pour expliquer le recul de l'éco-PTZ observé en 2015* :

- Sur la demande des ménages

La demande a été **globalement faible en 2015** en matière de rénovation énergétique par les ménages. Aussi, les ménages ont surtout sollicité les banques pour des renégociations de prêts ou des rachats de prêts, moins pour des travaux de rénovation. D'une façon générale, les ménages sollicitent peu les banques pour financer des travaux de rénovation en dehors d'une acquisition.

Par ailleurs, l'éco-PTZ est un outil de financement des travaux de rénovation énergétique **méconnu** du grand public qui lui préfère le crédit d'impôt. Il est recherché par des publics avertis (qui connaissent les économies d'énergie, les réductions d'impôt, les éco-prêts). Ainsi, lorsque l'éco-PTZ est connu par un ménage, ce dernier a généralement une bonne connaissance des autres offres et produits.

Enfin, la **démarche d'obtention** de l'éco-PTZ ne correspond pas toujours à un schéma « classique » de réalisation de travaux : la principale difficulté étant de fournir en amont des devis de travaux à l'établissement bancaire qui vont correspondre exactement aux travaux qui seront réalisés, y compris les équipements et montants associés, par la ou les entreprises spécifiées. Les aléas qui pourraient intervenir en cours de chantier apparaissent ainsi difficiles à intégrer.

- Sur le comportement des entreprises RGE vis-à-vis de l'attestation d'éligibilité des travaux

Sur leur niveau d'informations : plus de la moitié des entreprises RGE (57%), sont **informées** des changements du dispositif incluant notamment le transfert d'éligibilité des travaux aux entreprises. Les fédérations professionnelles représentent le principal vecteur de transmission de cette information, devant les médias et les formations.

Sur la réalisation des attestations d'éligibilité des travaux : les entreprises **acceptent bien leur rôle pour les réaliser**. Cela se déroule bien pour plus des ¾ d'entre elles. Toutefois, certaines évoquent une lourdeur administrative concernant ce dispositif où le montage du dossier apparaît **complexe** pour certaines (pièces à fournir, niveau de précision demandé...). Aussi, un **accompagnement** pour les premières attestations semble utile, d'autant que l'habitude permet de réduire le nombre d'allers-retours avec la banque.

* 141 unités ont été enregistrées au 1^{er} trimestre 2015 vs 643 au 1^{er} trimestre 2014 ; 508 offres au T2 2015 (vs 864 au T2 2014) ; 578 au T3 2015 (vs 854 au T3 2014) .

- Sur la proposition de l'éco-PTZ par les banques

Les conseillers bancaires s'avèrent être plutôt **informés** des évolutions de la distribution de l'éco-PTZ. En revanche, la faible demande sur 2015 ne leur **permet pas d'expérimenter et de s'appropriier ces changements**. Ainsi, les conseillers bancaires **continuent notamment d'instruire le volet technique** des dossiers de demande des ménages bien plus que ne leur impose la réglementation. Dans ce contexte, le gain de temps administratif souhaité par la réforme n'est pas obtenu.

Par ailleurs, le contexte actuel est plutôt favorable aux autres produits bancaires, l'offre de produits est large pour les financements de travaux de rénovation. Toutefois, si l'éco-PTZ est avantageux pour le ménage, les conseillers bancaires le **proposent systématiquement** ; c'est d'ailleurs dans ce cas une obligation légale (devoir de conseil).

- Sur l'image du dispositif auprès de l'ensemble des acteurs

Au global, malgré la réforme, le dispositif a toujours une réputation de complexité pour les acteurs. Cette **mauvaise réputation**, qui date de son lancement, sera d'autant plus longue à corriger que la demande est faible sur 2015. Aussi, il apparaît nécessaire **que l'ensemble des acteurs s'approprient** les nouvelles mesures afin de briser le cercle vicieux qui gravite autour de l'éco-PTZ.

Pour aller plus loin :

L'étude complète « La distribution d'éco-PTZ en Rhône-Alpes en 2015 » est téléchargeable ici : www.cellule-eco-rhone-alpes.asso.fr/download/CERADiag/EnqueteFlash_EcoPTZ_RhoneAlpes.pdf